La XIVème Conférence Interparlementaire pour la Politique Étrangère et de Sécurité Commune et de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PESC / PSDC)

Bucarest, 7 – 8 mars 2019

La déclaration finale de la coprésidence

La XIVème Conférence Interparlementaire pour la PESC / la PSDC s'est tenue à Bucarest le 7 et le 8 mars 2019. Cette réunion a joui de la présence de parlementaires des États membres de l'UE et de députés du Parlement européen. Les parlementaires ont procédé à un échange d'opinions sur les questions de politique étrangère et de sécurité contenues dans cette déclaration finale.

Les priorités et les stratégies de la PESC / de la PSDC. L'avenir de la sécurité européenne

C'est le moment opportun pour que l'Union européenne développe des politiques étrangères et de sécurité commune (PESC) authentiques, afin de promouvoir ses intérêts, ses principes et ses valeurs face aux problèmes croissants auxquels elle se confronte, surtout dans son voisinage. Les instruments disponibles doivent être utilisés plus efficacement et les États membres devraient dresser une liste de priorités pour les positions de l'UE. Les aspirations de l'UE doivent être assumées par un engagement approprié du point de vue des processus décisionnels. Les idées telles que la création d'un Conseil de Sécurité de l'UE et l'introduction du vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE, sur des questions concernant les politiques étrangères et de sécurité commune, autres que celles ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense méritent une analyse approfondie avant d'être mises en discussion par les États membres.

Les nouveaux instruments de la PSDC: Le processus de Coordination Annuelle Révisée de la Défense (CARD) harmonise les aspirations comprises dans le plan pour le développement des capacités et les objectifs de la Coopération Structurée Permanente PESCO et les opportunités offertes par le Fonds européen de Défense. Les stimulants du Fonds européen de défense (FED) étendent le niveau de coopération de l'UE dans le développement de technologies et de prototypes de défense de systèmes futurs, notamment sous l'égide de PESCO. Ces trois instruments sont essentiels pour définir les prochaines politiques de sécurité et de défense au niveau de l'Union. On observe le fait que les progrès doivent être réalisés grâce à l'utilisation de ces instruments harmonisés, ainsi qu'à d'autres instruments, surtout avec le Processus de Planification de l'OTAN.

Les Parlements, au niveau national et à celui de l'Union doivent développer une approche pratique de leur coopération future, étant donnée le fait qu'il n'y a qu'un seul ensemble de forces en Europe et une seule ligne de contribuables.

Nous invitons les États membres à poursuivre les négociations sur la Facilité européenne pour la paix, ce qui peut contribuer à renforcer la capacité de l'UE à respecter ses engagements internationaux.

Le Partenariat Oriental - 10 années d'aspirations européennes

Nous réitérons les engagements collectifs de l'UE en faveur de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale assumés par les pays du Partenariat Oriental, de la résolution pacifique de tout différend et de l'application du droit international, des normes démocratiques et du respect des droits de l'homme, de l'état de droit et des bonnes pratiques de gouvernance, ainsi que leur transparence.

Nous croyons à la nécessité de se focaliser sur l'agenda de réformes menées dans ces pays, en appliquant le principe « plus pour plus » et en créant des stimulants et des conditionnalités, afin d'aider ceux qui partagent nos valeurs communes et qui démontrent un véritable désir de mettre en œuvre les réformes nécessaires. Pour cette raison, un Partenariat Oriental Plus davantage ambitieux est une option possible pour les pays prêts à faire des démarches plus affirmées.

Nous déplorons la violation continue par la Russie du droit international et sa guerre hybride dans la région.

L'importance stratégique de la mer Noire à l'agenda de l'UE

La région de la mer Noire reste l'une des régions les plus importantes pour la sécurité de l'UE. Nous condamnons les actions que la Russie déploie dans la mer d'Azov, qui constituent une violation du droit maritime international, des engagements internationaux de la Russie et la construction du pont de Kertch, ainsi que l'installation de câbles souterrains dans la péninsule de Crimée annexée illégalement, sans le consentement de l'Ukraine. La militarisation russe de la mer d'Azov, de la région de la mer Noire et du district de Kaliningrad, ainsi que les violations répétées des eaux territoriales de pays européens de la région de la mer Baltique demeurent une préoccupation majeure.

Nous appelons les institutions européennes à accroître la visibilité de la région de la mer Noire et à dresser une approche régionale plus articulée, étant donnée la nécessité de rassembler nos forces afin de confronter les problèmes communs d'une manière conjointe.

L'avenir de la PESC / de la PSDC dans la perspective du Brexit

Nous admettons la nécessité de rechercher des solutions constructives pour l'avenir de la coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni dans les domaines de la PESC et de la PSDC, afin de garantir que les intérêts mutuels ne soient pas compromis. Une étroite coopération et un engagement sont requis dans tous les domaines, notamment dans la coordination des positions dans les organisations internationales et en ce qui concerne les politiques de sanction.

Dans le cadre de la PSDC, le Royaume-Uni et les États membres ont exprimé leur volonté de maintenir la coopération la plus étroite possible, y compris par l'intermédiaire de l'OTAN.

La Stratégie de l'UE pour la région du Danube (SUERD)

Nous considérons que la Stratégie de l'UE pour la région du Danube (SUERD) est un instrument communautaire bien adapté à la coopération macro-régionale entre les quatorze États riverains, dont neuf États membres: l'Autriche, la Bulgarie, la République tchèque, la Croatie, l'Allemagne (par l'intermédiaire des Länder de la Bavière et du Bade-Wurtemberg), la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, et cinq États non membres de l'UE: la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la République de Moldavie, la Serbie et l'Ukraine.

Nous soutenons le renforcement et le développement de la coopération politique, économique et sociale régionale et la mise en œuvre des politiques et de la législation de l'UE dans la macro-région du Danube.

La sécurité cybernétique et la guerre hybride

La guerre cybernétique et hybride est au cœur des obstacles à venir, auxquels nos forces armées devront affronter. En tant que parlementaires, nous devons s'y opposer, construire une société résiliente et être les porte-paroles infatigables de notre message démocratique, défendre la liberté, la dignité humaine et un ordre mondial multilatéral, réaffirmant ainsi notre identité européenne et notre indépendance, afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde entier.

La mobilité militaire, un défi pour le développement des synergies entre l'OTAN et l'UE

Les défis du milieu de sécurité internationale réclament une attention accrue à la défense collective et à ses besoins, en particulier à la mobilité militaire. Les procédures et les infrastructures en Europe ne sont pas correctement dimensionnées pour un déploiement de forces à une échelle plus grande.

Les nouveaux concepts de la mobilité militaire développée à l'intérieur de l'OTAN et les fonds à venir provenant des budgets de l'Union et des pays vont mener à faciliter les procédures et à permettre des investissements opportuns dans les États membres.

La coopération interparlementaire est essentielle pour aboutir à la priorité des projets, à allouer de fonds et à la surveillance politique commune des progrès enregistrés. Nous avons le rôle des Parlements nationaux pour assurer un niveau élevé d'harmonisation de la législation et des procédures nationales appropriées.

L'arrêt du Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) nous pousse à se confronter à la perspective d'une nouvelle course aux armements nucléaires en Europe. Nous, les Européens, devons rester regroupés pour bien coordonner notre sécurité collective, agir

fermement avec nos alliés en renforçant autant que possible l'OTAN et en se défendant contre les manœuvres d'intimidation de la Russie pour produire confusion à l'intérieur de notre union et pour mettre en péril les décennies de paix en Europe.

Une perspective crédible pour élargir et renforcer les engagements de l'UE envers des Balkans occidentaux

Nous soutenons la détermination et le courage dont ont fait preuve les acteurs civils et politiques et ont conduit à la mise en œuvre de l'Accord de Prespa en tant que bloc majeur pour la consolidation de la paix et de la stabilité au sud-est de l'Europe. Nous exhortons les décideurs de la région à adopter une attitude positive à l'égard de la résolution des différends traînants, notamment par le biais du dialogue entre Belgrade et Pristina, facilité par l'UE. Nous réaffirmons l'engagement stable de l'Union en faveur d'une réconciliation interne et externe durable, qu'est une condition préalable pour l'admission dans l'Union européenne et une nécessité pour les pays de la région de surmonter leurs disputes traînantes.

Nous saluons les efforts pour mettre en œuvre les réformes entreprises dans la région et nous réaffirmons notre appui à sa transformation par la démocratie, la bonne gouvernance et le respect pour l'état de droit, des éléments essentiels pour un avenir européen sûr et soutenable pour les Balkans occidentaux. En particulier le dialogue interne politique, la lutte contre la corruption et contre le crime organisé, la protection des droits de l'homme, notamment en défendant les droits des minorités et de la liberté d'expression de la presse, sont jugés comme extrêmement importants.

Cristian-Sorin Dumitrescu, le Chef de la Délégation du Parlement de Roumanie

Ioan Mircea Pașcu, le Chef de la Délégation du Parlement européen